

La réforme de l'enquête publique

Nicolas MANTHE
Bureau de l'intégration environnementale
Commissariat Général au Développement Durable

Les mardis de la DGPR – le 6 décembre 2011

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir



Présentation réalisée par le Bureau de l'intégration environnementale
Les mardis de la DGPR – le 6 décembre 2011

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

La réforme de l'enquête publique

Articles 236, 239, 240, 241, 242 et 245 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

Engagement n°188 :

« Réforme des enquêtes publiques pour assurer une meilleure participation du public »



L'objet de l'enquête publique

1. Objet de l'enquête relevant du code de l'environnement :

⇒ Assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2.

⇒ Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision ;

2. Objet de l'enquête relevant du code de l'expropriation (article 239) :

⇒ C'est une procédure contradictoire conçue comme une garantie de la propriété immobilière et des droits réels.



L'objet de l'enquête publique

- ⇒ La procédure du code de l'expropriation est en principe réservée aux seules décisions n'ayant pas d'incidences sur l'environnement ;
- ⇒ Fin du régime d'enquête préalable aux expropriations concernant des opérations ayant des effets sur l'environnement :

Ces enquêtes sont désormais uniquement régies par les dispositions du code de l'environnement, sauf les dispositions relatives à la composition du dossier et à la détermination des autorités compétentes.

Le champ de l'enquête publique du code de l'environnement

- Champ de l'enquête publique :
- ⇒ Principe « Etude d'impact = Enquête publique » sauf ZAC et projets de caractère temporaire ou de faible importance listés par décret en Conseil d'Etat ;
- ⇒ Les plans et programmes soumis à évaluation environnementale en application des articles L. 122-4 du Cenv et L. 121-10 du Curb pour lesquels une enquête publique est requise en application des dispositions particulières

Le champ de l'enquête publique du code de l'environnement

- ⇒ Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel régional, d'un parc naturel marin, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;
- ⇒ Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leurs sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

Travaux exemptés d'enquête publique

- Exceptions au principe : « Etude d'impact = Enquête publique » :
- Pour les ZAC ;
- Pour les travaux de caractère temporaire ou de faible importance ;

Quelques exemples :

- Créations de zones de mouillages et d'équipements légers (dans certaines conditions) ;
- Demandes d'autorisations d'exploitation temporaires d'une installation classée pour la protection de l'environnement (article . 512-37 du Cenv);
- Demandes d'autorisation de création de courte durée pour les INB (article 22 du décret 2007-1557) ;
- Certains défrichements ...



Autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête

Article L. 123-3 :

« L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête publique est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ... d'une CT, d'un EPCI ... elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une DUP, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'État compétente pour déclarer l'utilité publique ».



Commissaires enquêteurs

Règles générales

- **Incompatibilités :**

⇒ Est nouveau l'obligation pour le commissaire-enquêteur de signer une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'a pas d'intérêt personnel au projet, plan ou programme ;

- **Désignation du commissaire-enquêteur :**

⇒ nomination systématique d'un ou plusieurs suppléants ;

⇒ Une copie du dossier est adressée aux commissaires-enquêteurs (suppléant compris) dès leur nomination.



Commissaires enquêteurs

Règles générales

- **Conduite de l'enquête :**

⇒ Le commissaire-enquêteur n'a plus besoin de passer par l'intermédiaire du responsable du projet pour visiter les lieux concernés par l'enquête.

Versement d'une provision dès nomination du commissaire enquêteur ;

Commissaires enquêteurs

Réunion d'échanges

Réunion d'information et d'échanges avec le public (Reprise avec quelques modifications de l'actuel article R. 123-20) :

- Information de l'autorité en charge d'ouvrir et organiser l'enquête ;
- Suppression de l'accord ou du désaccord du préfet ;

A l'issue de la réunion, un compte-rendu [avant on parlait de « rapport »] est rédigé, avec les observations éventuelles du responsable du projet, plans ou programmes ;

- Prolongation éventuelle de la durée de l'enquête (droit actuel).
- Possibilité d'utiliser des moyens audio ou vidéo lors de la réunion d'échanges (nouveau) ;

Commissaires enquêteurs

Possibilité de dessaisissement

Possibilité de dessaisissement du commissaire-enquêteur en cas de non-remise du rapport et des conclusions motivées dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, en l'absence de demande motivée de report ;

Ce report ne peut excéder 15 jours.

En cas de dessaisissement du commissaire-enquêteur, le suppléant dispose de 30 jours pour établir le rapport et les conclusions motivées.



Possibilité de suspendre l'enquête publique

Article L. 123-14 I :

Possibilité de suspension de l'enquête publique pendant une durée maximale de six mois si la personne responsable du projet, plans et programmes estime nécessaire d'apporter au projet des modifications substantielles. Cette possibilité n'est ouverte qu'une seule fois.

C'est le même commissaire enquêteur ou commission d'enquête qui poursuit l'enquête ;

Prolongation d'une durée d'au moins 30 jours ;

Note expliquant les modifications apportées au projet ;

L'étude d'impact ou l'évaluation environnementale doivent intégrer ces modifications ;



Possibilité d'enquête publique complémentaire

Article L. 123-14 II

Possibilité de demander une enquête complémentaire si, au vu des conclusions du commissaire enquêteur, la personne responsable du projet estime souhaitable d'apporter à ce dernier des modifications substantielles ;

La modification porte sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et l'environnement ;

Durée minimale 15 jours ;



Enquête publique unique

- Article L. 123-6 : L'enquête publique unique s'applique pour les projets, plan ou programme soumis à enquête publique par plusieurs réglementations, dont une enquête publique Code de l'environnement.
- Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises, et une note de présentation non technique du projet, plan ou programme.
- La durée de l'enquête unique ne peut être inférieure à la durée minimale la plus longue prévue par l'une des réglementations.
- L'enquête unique = registre d'enquête unique, rapport unique du commissaire enquêteur/la commission d'enquête, conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Dossier d'enquête

Lien entre les procédures de concertation et participation

- Le dossier d'enquête publique comprend le bilan de la procédure de concertation amont, s'il y en a eu une.
- S'il n'y a pas eu de concertation amont, le dossier d'enquête publique doit le préciser.



Contrôle du rapport du Commissaire-enquêteur

Insuffisance ou défaut de motivation des conclusions du commissaire-enquêteur (R. 123-19) :

- L'autorité compétente pour organiser l'enquête peut en informer le Président du tribunal administratif ;
- Ce dernier a 15 jours pour demander au commissaire-enquêteur de compléter ses conclusions (pas de recours possible sur cette décision)
- Le Président du tribunal administratif peut aussi se saisir de sa propre initiative
- Le commissaire-enquêteur a un mois pour remettre ses conclusions complétées



Entrée en vigueur de la réforme

Le présent chapitre est applicable aux projets dont l'arrêté d'organisation est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'État prévu à l'article L. 123-19 du code de l'environnement tel que modifié par la présente loi.

Dispositions de toilettage des codes

L'article 240 précise, code par code et article par article, les enquêtes relevant des dispositions du code de l'environnement ;

L'article 241 toilette également un certain nombre de dispositions. Il prévoit dans certains cas une mise à disposition du public.

L'article 242 définit les enquêtes publiques réalisées conformément aux dispositions du code de l'expropriation.



Merci de votre attention !!

Bureau de l'intégration environnementale :

Idddpp1.Idddpp.Seei.Cgdd@developpement-durable.gouv.fr

